

Communiqué de presse 20 décembre 2023

Loi immigration : un jour brun pour la République Française

En ce 20 décembre 2023, le Groupe Grenoble en Commun partage sa profonde indignation, sa honte et sa colère, à l'issue du vote à l'Assemblée nationale de la loi "immigration" portée par le Ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. L'indignation quand la France intègre désormais le principe de déchéance de nationalité. La honte lorsque l'Assemblée nationale valide le principe de "préférence nationale", idéologie raciste et xénophobe qui a toujours été portée par le Rassemblement National et ses affidés. La colère quand la France tourne le dos au droit du sol, socle du pacte républicain, un droit qui a toujours constitué la fierté de notre pays, terre des Droits de l'Homme.

Avec l'ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants) dont Grenoble est une des villes fondatrices, nous affirmons que "l'examen de ce texte a peu à peu fait sauter des digues, laissant le champ libre à une xénophobie aujourd'hui complètement décomplexée". Le texte issu de la Commission Mixte Paritaire n'avait rien d'un compromis, c'était une compromission totale avec la droite radicalisée, laquelle fait désormais siennes les thèses traditionnelles de l'extrême-droite. Compromission en partie anticonstitutionnelle, d'après les aveux même de la Première ministre et de son ministre de l'Intérieur. C'est une preuve supplémentaire que la Macronie est prête à tout accepter dans son alliance avec l'extrême droite, allant jusqu'à bafouer les fondements de notre République et attaquer ouvertement la Constitution.

Le groupe Grenoble en Commun, comme l'ensemble de la gauche française, constate l'effondrement du barrage Républicain. Nous n'étions pas dupes lorsque Emmanuel Macron affirmait qu'il tiendrait compte des français-es qui lui avaient accordé leurs suffrages au second tour de l'élection présidentielle, afin de barrer la route à Marine Le Pen. Nous avons aujourd'hui la démonstration cuisante que la Macronie acceptera tout, et particulièrement le pire, pour conserver le pouvoir.

Avec cette loi immigration, Emmanuel Macron et son gouvernement appliquent purement et simplement le programme du RN auquel ils prétendaient faire barrage. Fin du droit du sol, rétablissement du délit de séjour irrégulier, déchéance de nationalité, durcissement du regroupement familial, conditionnement des prestations sociales, remise en cause du titre de séjour étudiant, débat annuel sur les quotas migratoires, restrictions d'accès au titre de séjour "étranger malade", mépris des sans-papiers, réforme de l'aide médicale... La litanie des horreurs que contient cette loi constitue la plus grande régression depuis 40 ans pour les droits et conditions de vie des personnes étrangères. La droite la plus dure au pouvoir de ces dernières années n'avait pas osé le faire, Emmanuel Macron l'a ordonnée sans sourciller, les député-es Renaissance et Les Républicains l'ont voté sans trembler.

Grenoble, ville compagne de la Libération, ne peut se résoudre à renoncer aux valeurs d'accueil et de résistance dont notre ville est l'héritière et la gardienne. En 2024, notre ville commémorera les 80 ans de la Libération de Grenoble. Ce sera l'occasion de nous rappeler les ignominies du passé afin de ne jamais les vivre ni les reproduire à nouveau. Nous sommes résolument déterminé-es à faire vivre l'esprit de la Résistance.

D'ores et déjà des médecins, des présidences d'universités, des collectifs de citoyen·nes, des associations se mobilisent pour organiser la désobéissance civile face à cette loi qui contrevient directement aux principes fondamentaux de la promesse républicaine.

La République, c'est elles, c'est eux, c'est nous.

Antoine Back et Margot Belair,
Co-président-es du groupe Grenoble en Commun

CONTACT PRESSE : 06 08 53 25 85